

Plan Local d'Urbanisme

Modification simplifiée n°3

1. Notice de présentation

| | | |
|----------------------------------|-------------------------|------------------|
| Élaboration révisions | 6 février 1989 | |
| | 12 décembre 1994 | |
| Révision | 28 septembre 2017 | |
| | Modification n°1 | 29 juin 2017 |
| | Modification n°2 | 15 décembre 2022 |

COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE

Madame la Présidente de la Communauté d'agglomération
Grand Annecy
46 avenue des Îles
BP 90270
74007 Annecy cedex
Téléphone : (+33) 4 50 63 48 48
Télécopie : (+33) 4 50 63 48 58
Email : amenagement@grandannecy.fr

| | |
|--|-----------|
| Introduction | 4 |
| 1. Description des évolutions apportées | 5 |
| 1-1 MODIFICATIONS DU REGLEMENT ECRIT | 5 |
| 2. Exposé | 22 |
| 2.1. LES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PLU | 22 |
| 2.1.1. Document d'urbanisme en vigueur | 22 |
| 2.1.2. Choix de la procédure | 22 |
| 2.2. JUSTIFICATIONS LIEES AUX MODIFICATIONS | 24 |
| 2.3. CONFORTEMENT DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DEFINIES PAR LE PADD | 24 |
| 2.4. UN PROJET QUI N'EST PAS SUSCEPTIBLE D'AVOIR DES INCIDENCES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT | 25 |
| 3. Prise en compte des documents supra-communaux | 27 |
| 3.1. COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT) DU BASSIN ANNECIEN | 27 |
| 3.2. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE RHONE MEDITERRANEE | 27 |
| 4. Pièces modifiées | 28 |

Introduction

La Commune fait partie de la **première couronne du cœur d'agglomération du Grand Annecy**. La commune de CHAVANOD s'étend sur une surface de 1 336 ha. Elle est délimitée administrativement par les communes de :

- POISY et LOVAGNY au Nord
- ANNECY à l'Est
- MONTAGNY-LES-LANCHES au Sud
- ÉTERCY et MARCELLAZ-ALBANAIS à l'Ouest.

La commune de Chavanod engage une procédure de modification simplifiée n°3 afin de **prendre en compte la réglementation des eaux pluviales conformément au zonage de gestion des eaux pluviales annexé au P.L.U.** Ainsi des paragraphes sont modifiés ou supprimés pour ne pas être en contradiction avec le schéma des eaux pluviales.

Cette modification donc fait évoluer les points en contradiction avec le zonage des eaux pluviales par des reformulations ou suppressions de paragraphes.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de CHAVANOD a été approuvé le 28 septembre 2017. Il a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Il a fait l'objet de deux procédures de modification dont la dernière a été approuvée le 15 décembre 2022. Cette procédure n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale (Décision n°2022-ARA-KKUPP-2536 en date du 22 avril 2022).

Conformément aux articles R.104-11 à R.104-14, la personne responsable du document présentement Madame la Présidente du Grand Annecy réalise un examen au cas par cas.

Le contenu de la modification simplifiée n°3 respecte les critères fixés par les articles L 153-36 et L 153-45 du code de l'urbanisme.

Les pièces du dossier du PLU concernées par la présente modification sont les suivantes :

- Le rapport de présentation : le rapport de présentation du PLU approuvé est complété par le présent rapport de présentation comprenant :

- 1° Une description de l'évolution apportée au plan local d'urbanisme
- 2° Un exposé proportionné aux enjeux environnementaux décrivant notamment :
 - a) Les caractéristiques principales du document d'urbanisme,
 - b) L'objet de la procédure de modification simplifiée,
 - c) Les caractéristiques principales, la valeur et la vulnérabilité du territoire concerné par la procédure,
 - d) Les raisons pour lesquelles le projet ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement,

- Le règlement écrit.

Le détail des modifications est exposé dans le chapitre suivant. Les autres pièces du PLU demeurent inchangées.

1. Description des évolutions apportées

Les éléments figurant ci-dessous constituent l'exposé des motifs des modifications du PLU qui compléteront le rapport de présentation du PLU.

1-1 MODIFICATIONS DU REGLEMENT ECRIT

Le règlement écrit portant sur la gestion des eaux pluviales n'est pas en cohérence avec le document annexé au P.L.U « zonage de gestion des eaux pluviales ». De ce fait, l'ensemble des articles 4 réglementant les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement pour le volet eaux pluviales seront modifiés pour toutes les zones concernées.

L'objectif est de consolider la rédaction de la partie écrite du règlement du PLU et d'y apporter ces modifications ponctuelles d'importance limitée.

*Vous trouverez ci-dessous le règlement initial puis le règlement modifié avec en **rouge** les éléments ajoutées et en ~~**rouge barré**~~ les éléments supprimés.*

| Règlement AVANT | Règlement APRES |
|---|--|
| <p>► <u>Règlement modifié zone UA</u></p> <p>ARTICLE UA₄ – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D’EAU, D’ÉLECTRICITÉ ET D’ASSAINISSEMENT</p> <p>UA_{4.1}. Les constructions, quelles qu’elles soient, doivent être raccordées aux réseaux publics.</p> <p>UA_{4.2}. Tout rejet d’eaux usées non traitées dans le réseau de collecte des eaux pluviales est interdit.</p> <p>UA_{4.3}. En l’absence du réseau collectif d’assainissement, un dispositif d’assainissement non collectif est autorisé sous réserve d’être adapté au terrain, à la nature du sol et d’être conforme aux réglementations en vigueur. Dans tous les cas, la constructibilité sera conditionnée par la capacité du milieu récepteur.</p> <p>UA_{4.4}. Les paraboles collectives doivent être prévues dès la construction ; les paraboles et antennes individuelles doivent être dissimilées par tout moyen adapté.</p> <p>► <u>Règlement initial zone UB</u></p> <p>ARTICLE UB₄ – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D’EAU, D’ÉLECTRICITÉ ET D’ASSAINISSEMENT</p> <p>EAUX PLUVIALES :</p> | <p>► <u>Règlement modifié zone UA</u></p> <p>ARTICLE UA₄ – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D’EAU, D’ÉLECTRICITÉ ET D’ASSAINISSEMENT</p> <p>UA_{4.1}. Les constructions, quelles qu’elles soient, doivent être raccordées aux réseaux publics.</p> <p>UA_{4.2}. Tout nouvel aménagement ou construction doit respecter les règles imposées par le zonage eaux pluviales. Elles s’appliquent, par la voie du présent règlement, à l’intégralité du territoire ; il est renvoyé à la notice et aux cartes du zonage eaux pluviales annexé au PLU.</p> <p>Les eaux pluviales doivent être gérées à l’aide de dispositifs séparatifs, c’est-à-dire propres aux eaux pluviales et de ruissellement, sans aucune connexion avec des réseaux d’eaux usées.</p> <p>UA_{4.3}. Tout rejet d’eaux usées non traitées dans le réseau de collecte des eaux pluviales est interdit.</p> <p>UA_{4.4}. En l’absence du réseau collectif d’assainissement, un dispositif d’assainissement non collectif est autorisé sous réserve d’être adapté au terrain, à la nature du sol et d’être conforme aux réglementations en vigueur. Dans tous les cas, la constructibilité sera conditionnée par la capacité du milieu récepteur.</p> <p>UA_{4.5}. Les paraboles collectives doivent être prévues dès la construction ; les paraboles et antennes individuelles doivent être dissimilées par tout moyen adapté.</p> <p>► <u>Règlement modifié zone UB</u></p> <p>ARTICLE UB₄ – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D’EAU, D’ÉLECTRICITÉ ET D’ASSAINISSEMENT</p> <p>EAUX PLUVIALES :</p> |

| | |
|---|---|
| <p>UB4.5. Tout aménagement nouveau ne doit pas aggraver les conditions d'écoulement et de concentration des eaux pluviales par rapport à l'état initial du terrain. Les installations nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire, qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, garantissant cette non aggravation.</p> <p>UB4.6. Le dispositif d'évacuation des eaux pluviales doit être adapté à la nature et à l'importance de l'opération. Les pétitionnaires doivent se conformer aux prescriptions du schéma directeur de gestion des eaux pluviales.</p> <p>UB4.7. Au delà de 50 m² de surface nouvelle imperméabilisée, les rejets d'eaux pluviales de toute construction, aménagement ou installation nouveau, entraînant une imperméabilisation des sols, ne peuvent être autorisés qu'après rétention et débit de fuite limité. A ce titre, l'opération doit prévoir un dispositif d'évacuation des eaux pluviales qui assure :</p> <p>1° leur collecte (gouttière, réseaux...);</p> <p>2° leur rétention (citerne, massif...);</p> <p>3° leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration...) quand ceux-ci le permettent.</p> <p>UB4.8. En outre, les canalisations de surverse et de débit de fuite doivent être dirigées, selon le cas :</p> <p>1° dans le réseau d'eaux pluviales;</p> <p>2° dans le fossé le plus proche;</p> <p>3° vers une filière d'infiltration.</p> <p>UB4.9. Le dimensionnement des aménagements, telles que les tranchées d'infiltration ou la rétention par noue, bassin ou par toute autre structure, ainsi que le débit de fuite avant rejet, doivent être adaptés à la nature des sols ou au milieu récepteur.</p> <p>UB4.10. Les fossés existants doivent ainsi être maintenus ouverts autant que possible, sauf notamment en cas de couverture rendue nécessaire pour franchissement d'infrastructures, et doivent être maintenus en état de fonctionnement, afin de conserver l'écoulement des eaux dans de bonnes conditions.</p> | <p>UB4.5. règle applicable à tous les niveaux de pluie</p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit respecter les règles imposées par le zonage eaux pluviales. Elles s'appliquent, par la voie du présent règlement, à l'intégralité du territoire.</p> <p>En complément des règles générales énoncées dans la présente sous-section, il est renvoyé à la notice et aux cartes du zonage eaux pluviales annexé au PLU.</p> <p>Les eaux pluviales doivent être gérées à l'aide de dispositifs séparatifs, c'est-à-dire propres aux eaux pluviales et de ruissellement, sans aucune connexion avec des réseaux d'eaux usées.</p> <p>UB4.6. règles par niveaux de pluie</p> <p>Pluies courantes</p> <p>Tout aménagement ou construction doit favoriser l'infiltration et/ou l'évaporation et l'évapotranspiration des pluies courantes, en mettant en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des surfaces perméables et/ou végétalisées : maintien en pleine terre, toitures végétalisées, voies carrossables végétalisées ou perméables, parkings végétalisés ou perméables, cheminements piétons, terrasses et cours perméables ; - pour les surfaces imperméabilisées, une rétention d'une capacité au moins égale à 15 litres/m² de surface imperméabilisée, en vue de l'infiltration et/ou évaporation et évapotranspiration des pluies courantes ; seront exclusivement utilisées des solutions de faible profondeur, de type espaces verts « en creux », noues, tranchées d'infiltration et jardins de pluie, permettant d'optimiser la filtration par les sols et privilégiant les dispositifs à ciel ouvert. <p>Pluies moyennes à fortes</p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit assurer la maîtrise des écoulements d'eaux pluviales générés par les pluies moyennes à fortes, par rétention temporaire et infiltration et/ou rejet à débit contrôlé, en respectant les règles imposées en termes de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - débit de rejet maximal autorisé (cf. zonage cartographié spécifique), - période de retour d'insuffisance minimale à assurer (cf. zonage cartographié spécifique) <p>L'infiltration doit être la première solution recherchée.</p> <p>Les solutions retenues doivent, dans un souci d'efficacité et de pérennité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assurer le fonctionnement gravitaire des dispositifs ; |
|---|---|

| | |
|---|--|
| <p><i>UB4.11.</i> Tout raccordement au réseau public d'évacuation des eaux pluviales requiert l'accord préalable de l'autorité gestionnaire.</p> <p><i>UB4.12.</i> Si la nature du sol le permet et à la condition que l'opération soit située en dehors du périmètre d'interdiction d'infiltration fixé au schéma directeur de gestion des eaux pluviales, il est admis que les eaux pluviales puissent être absorbées sur le terrain d'assiette du projet, sous réserve de justification (étude géotechnique à la parcelle ou autre).</p> <p><i>UB4.13.</i> Le dimensionnement du dispositif de gestion des eaux pluviales à la parcelle doit tenir compte des débits de fuite, en fonction des périodes de retour définis par le schéma directeur de gestion des eaux pluviales. Il doit être conçu de façon que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit généré par le terrain d'assiette de l'opération, avant son aménagement.</p> <p><i>UB4.14.</i> Les rejets issus des piscines doivent être raccordés au dispositif d'évacuation des eaux pluviales après neutralisation du désinfectant.</p> <p><i>UB4.15.</i> Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie doivent être dirigées vers le réseau ou le dispositif individuel d'assainissement des eaux usées. Il est interdit de les rejeter dans celui des eaux pluviales.</p> <p><i>UB4.16.</i> Lorsque l'opération ne porte que sur l'extension d'un aménagement existant du terrain d'assiette, seule cette extension est prise en compte dans le calcul de la surface imperméabilisée.</p> <p><i>UB4.17.</i> Aucune eaux de ruissellement, issues des parcelles, ne doivent s'écouler sur la voie publique.</p> <p><i>UB4.18.</i> Le propriétaire doit assurer ensuite l'entretien régulier de son dispositif de gestion de ses eaux pluviales</p> | <ul style="list-style-type: none"> - permettre un contrôle aisé des dispositifs qui doivent être totalement accessibles ; si le dispositif est enterré, un accès spécifique et sécurisé doit être prévu ; - proscrire le raccordement des surverses des dispositifs de gestion aux ouvrages de collecte publics enterrés, pour ne pas surcharger le réseau public. <p>En dehors de ces cas de figure, les puits d'infiltration peuvent être envisagés à condition que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un dispositif de faible profondeur permette d'infiltrer et filtrer les pluies courantes en amont, - soit conservée une épaisseur minimale d'un mètre de zone non-saturée entre le fond du puits et le toit de la nappe, - soit évitée l'utilisation de tout produit toxique pour l'entretien des toitures connectées. <p>Pluies exceptionnelles</p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - anticiper les conséquences potentielles des pluies exceptionnelles, qui dépasseront la période de retour d'insuffisance des dispositifs mis en œuvre et provoqueront leur débordement ; - faire en sorte que ces débordements se fassent selon le « parcours à moindre dommage », pour le projet lui-même et pour les enjeux (personnes et biens) existants à l'aval. <p>a. Prescriptions particulières</p> <p>Les puits d'infiltration sont interdits pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la gestion des eaux de voirie (pour lesquelles seront privilégiées des solutions diffuses et à faible profondeur assurant un meilleur abattement des polluants), - la gestion des pluies courantes, - n'importe quel usage situé dans les zones particulières de protection de la nappe phréatique. <p>Selon la nature et le contexte du projet, des précautions particulières seront prises pour les problématiques d'infiltration, de prévention des risques de pollution et de préservation des zones humides.</p> <p>Il est renvoyé au zonage eaux pluviales annexé au règlement du PLU s'agissant des règles et recommandations opposables dans ces hypothèses.</p> <p><i>UB4.7.</i> Les fossés existants doivent ainsi être maintenus ouverts autant que possible, sauf notamment en cas de couverture rendue nécessaire pour franchissement d'infrastructures, et doivent être maintenus en état de fonctionnement, afin de conserver l'écoulement des eaux dans de bonnes conditions.</p> |
|---|--|

| | <p><i>UB4.8.</i> Tout raccordement au réseau public d'évacuation des eaux pluviales requiert l'accord préalable de l'autorité gestionnaire.</p> <p><i>UB4.9.</i> Les rejets issus des piscines doivent être raccordés au dispositif d'évacuation des eaux pluviales après neutralisation du désinfectant.</p> <p><i>UB4.10.</i> Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie doivent être dirigées vers le réseau ou le dispositif individuel d'assainissement des eaux usées. Il est interdit de les rejeter dans celui des eaux pluviales.</p> <p><i>UB4.11.</i> Aucune eau de ruissellement, issues des parcelles, ne doivent s'écouler sur la voie publique.</p> <p><i>UB4.12.</i> Le propriétaire doit assurer ensuite l'entretien régulier de son dispositif de gestion de ses eaux pluviales</p> |
|--|--|
| Règlement AVANT | Règlement APRES |
| <p>► <u>Règlement initial zone UC</u></p> <p>ARTICLE UC4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT</p> <p>EAUX PLUVIALES :</p> <p>UC4.5. Tout aménagement nouveau ne doit pas aggraver les conditions d'écoulement et de concentration des eaux pluviales par rapport à l'état initial du terrain. Les installations nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire, qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, garantissant cette non-aggravation.</p> | <p>► <u>Règlement modifié zone UC</u></p> <p>ARTICLE UC4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT</p> <p>EAUX PLUVIALES :</p> <p><i>UC.4.5. règle applicable à tous les niveaux de pluie</i></p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit respecter les règles imposées par le zonage eaux pluviales. Elles s'appliquent, par la voie du présent règlement, à l'intégralité du territoire.</p> <p>En complément des règles générales énoncées dans la présente sous-section, il est renvoyé à la notice et aux cartes du zonage eaux pluviales annexé au PLU.</p> |

| | |
|--|---|
| <p>UC4.6. Le dispositif d'évacuation des eaux pluviales doit être adapté à la nature et à l'importance de l'opération. Les pétitionnaires doivent se conformer aux prescriptions du schéma directeur de gestion des eaux pluviales.</p> <p>UC4.7. Au delà de 50 m² de surface nouvelle imperméabilisée, les rejets d'eaux pluviales de toute construction, aménagement ou installation nouveau, entraînant une imperméabilisation des sols, ne peuvent être autorisés qu'après rétention et débit de fuite limité. A ce titre, l'opération doit prévoir un dispositif d'évacuation des eaux pluviales qui assure :</p> <p>1° leur collecte (gouttière, réseaux...);</p> <p>2° leur rétention (citerne, massif...);</p> <p>3° leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration...) quand ceux-ci le permettent.</p> <p>UC4.8. En outre, les canalisations de surverse et de débit de fuite doivent être dirigées, selon le cas :</p> <p>1° dans le réseau d'eaux pluviales;</p> <p>2° dans le fossé le plus proche;</p> <p>3° vers une filière d'infiltration.</p> <p>UC4.9. Le dimensionnement des aménagements, telles que les tranchées d'infiltration ou la rétention par noue, bassin ou par toute autre structure, ainsi que le débit de fuite avant rejet, doivent être adaptés à la nature des sols ou au milieu récepteur.</p> <p>UC4.10. Les fossés existants doivent ainsi être maintenus ouverts autant que possible, sauf notamment en cas de couverture rendue nécessaire pour franchissement d'infrastructures, et doivent être maintenus en état de fonctionnement, afin de conserver l'écoulement des eaux dans de bonnes conditions.</p> <p>UC4.11. Tout raccordement au réseau public d'évacuation des eaux pluviales requiert l'accord préalable de l'autorité gestionnaire.</p> <p>UC4.12. Si la nature du sol le permet et à la condition que l'opération soit située en dehors du périmètre d'interdiction d'infiltration fixé au schéma directeur de gestion des eaux pluviales, il est admis que les eaux pluviales puissent être</p> | <p>Les eaux pluviales doivent être gérées à l'aide de dispositifs séparatifs, c'est-à-dire propres aux eaux pluviales et de ruissellement, sans aucune connexion avec des réseaux d'eaux usées.</p> <p>UC.4.6. règles par niveaux de pluie</p> <p>Pluies courantes</p> <p>Tout aménagement ou construction doit favoriser l'infiltration et/ou l'évaporation et l'évapotranspiration des pluies courantes, en mettant en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des surfaces perméables et/ou végétalisées : maintien en pleine terre, toitures végétalisées, voies carrossables végétalisées ou perméables, parkings végétalisés ou perméables, cheminements piétons, terrasses et cours perméables ; - pour les surfaces imperméabilisées, une rétention d'une capacité au moins égale à 15 litres/m² de surface imperméabilisée, en vue de l'infiltration et/ou évaporation et évapotranspiration des pluies courantes ; seront exclusivement utilisées des solutions de faible profondeur, de type espaces verts « en creux », noues, tranchées d'infiltration et jardins de pluie, permettant d'optimiser la filtration par les sols et privilégiant les dispositifs à ciel ouvert. <p>Pluies moyennes à fortes</p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit assurer la maîtrise des écoulements d'eaux pluviales générés par les pluies moyennes à fortes, par rétention temporaire et infiltration et/ou rejet à débit contrôlé, en respectant les règles imposées en termes de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - débit de rejet maximal autorisé (cf. zonage cartographié spécifique), - période de retour d'insuffisance minimale à assurer (cf. zonage cartographié spécifique) <p>L'infiltration doit être la première solution recherchée.</p> <p>Les solutions retenues doivent, dans un souci d'efficacité et de pérennité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assurer le fonctionnement gravitaire des dispositifs ; - permettre un contrôle aisé des dispositifs qui doivent être totalement accessibles ; si le dispositif est enterré, un accès spécifique et sécurisé doit être prévu ; - proscrire le raccordement des surverses des dispositifs de gestion aux ouvrages de collecte publics enterrés, pour ne pas surcharger le réseau public. <p>En dehors de ces cas de figure, les puits d'infiltration peuvent être envisagés à condition que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un dispositif de faible profondeur permette d'infiltrer et filtrer les pluies courantes en amont, |
|--|---|

| | |
|--|---|
| <p>absorbées sur le terrain d'assiette du projet, sous réserve de justification (étude géotechnique à la parcelle ou autre).</p> <p>UC4.13. Le dimensionnement du dispositif de gestion des eaux pluviales à la parcelle doit tenir compte des débits de fuite, en fonction des périodes de retour définis par le schéma directeur de gestion des eaux pluviales. Il doit être conçu de façon que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit généré par le terrain d'assiette de l'opération, avant son aménagement.</p> <p>UC4.14. Les rejets issus des piscines doivent être raccordés au dispositif d'évacuation des eaux pluviales après neutralisation du désinfectant.</p> <p>UC4.15. Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie doivent être dirigées vers le réseau ou le dispositif individuel d'assainissement des eaux usées. Il est interdit de les rejeter dans celui des eaux pluviales.</p> <p>UC4.16. Lorsque l'opération ne porte que sur l'extension d'un aménagement existant du terrain d'assiette, seule cette extension est prise en compte dans le calcul de la surface imperméabilisée.</p> <p>UC4.17. Aucunes eaux de ruissellement, issues des parcelles, ne doivent s'écouler sur la voie publique.</p> <p>UC4.18. Le propriétaire doit assurer ensuite l'entretien régulier de son dispositif de gestion de ses eaux pluviales</p> | <ul style="list-style-type: none"> - soit conservée une épaisseur minimale d'un mètre de zone non-saturée entre le fond du puits et le toit de la nappe, - soit évitée l'utilisation de tout produit toxique pour l'entretien des toitures connectées. <p>Pluies exceptionnelles</p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - anticiper les conséquences potentielles des pluies exceptionnelles, qui dépasseront la période de retour d'insuffisance des dispositifs mis en œuvre et provoqueront leur débordement ; - faire en sorte que ces débordements se fassent selon le « parcours à moindre dommage », pour le projet lui-même et pour les enjeux (personnes et biens) existants à l'aval. <p>Prescriptions particulières</p> <p>Les puits d'infiltration sont interdits pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la gestion des eaux de voirie (pour lesquelles seront privilégiées des solutions diffuses et à faible profondeur assurant un meilleur abattement des polluants), - la gestion des pluies courantes, - n'importe quel usage situé dans les zones particulières de protection de la nappe phréatique. <p>Selon la nature et le contexte du projet, des précautions particulières seront prises pour les problématiques d'infiltration, de prévention des risques de pollution et de préservation des zones humides.</p> <p>Il est renvoyé au zonage eaux pluviales annexé au règlement du PLU s'agissant des règles et recommandations opposables dans ces hypothèses.</p> <p>UC4.7. Les fossés existants doivent ainsi être maintenus ouverts autant que possible, sauf notamment en cas de couverture rendue nécessaire pour franchissement d'infrastructures, et doivent être maintenus en état de fonctionnement, afin de conserver l'écoulement des eaux dans de bonnes conditions.</p> <p>UC4.8. Tout raccordement au réseau public d'évacuation des eaux pluviales requiert l'accord préalable de l'autorité gestionnaire.</p> <p>UC4.9. Les rejets issus des piscines doivent être raccordés au dispositif d'évacuation des eaux pluviales après neutralisation du désinfectant.</p> |
|--|---|

| | |
|---|---|
| | <p><i>UC4.10.</i> Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie doivent être dirigées vers le réseau ou le dispositif individuel d'assainissement des eaux usées. Il est interdit de les rejeter dans celui des eaux pluviales.</p> <p><i>UC4.11.</i> Aucunes eaux de ruissellement, issues des parcelles, ne doivent s'écouler sur la voie publique.</p> <p><i>UC4.12.</i> Le propriétaire doit assurer ensuite l'entretien régulier de son dispositif de gestion de ses eaux pluviales.</p> |
| <p>► <u>Règlement initial zone UE</u></p> <p>ARTICLE UE4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT</p> <p>EAUX PLUVIALES :</p> <p><i>UE4.4.</i> Tout aménagement nouveau ne doit pas aggraver les conditions d'écoulement et de concentration des eaux pluviales par rapport à l'état initial du terrain. Les installations nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire, qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, garantissant cette non aggravation.</p> <p><i>UE4.5.</i> Le dispositif d'évacuation des eaux pluviales doit être adapté à la nature et à l'importance de l'opération. Les pétitionnaires doivent se conformer aux prescriptions du schéma directeur de gestion des eaux pluviales.</p> <p><i>UE4.6.</i> Le dimensionnement des aménagements, telles que les tranchées d'infiltration ou la rétention par noue, bassin ou par toute autre structure, ainsi que le débit de fuite avant rejet, doivent être adaptés à la nature des sols ou au milieu récepteur.</p> <p><i>UE4.7.</i> Les fossés existants doivent ainsi être maintenus ouverts autant que possible, sauf notamment en cas de couverture rendue nécessaire pour franchissement d'infrastructures, et doivent être maintenus en état de fonctionnement, afin de conserver l'écoulement des eaux dans de bonnes conditions.</p> | <p>► <u>Règlement modifié zone UE</u></p> <p>ARTICLE UE4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT</p> <p>EAUX PLUVIALES :</p> <p><i>UE.4.4. règle applicable à tous les niveaux de pluie</i></p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit respecter les règles imposées par le zonage eaux pluviales. Elles s'appliquent, par la voie du présent règlement, à l'intégralité du territoire.</p> <p>En complément des règles générales énoncées dans la présente sous-section, il est renvoyé à la notice et aux cartes du zonage eaux pluviales annexé au PLU.</p> <p>Les eaux pluviales doivent être gérées à l'aide de dispositifs séparatifs, c'est-à-dire propres aux eaux pluviales et de ruissellement, sans aucune connexion avec des réseaux d'eaux usées.</p> <p><i>UE.4.5. règles par niveaux de pluie</i></p> <p><i>Pluies courantes</i></p> <p>Tout aménagement ou construction doit favoriser l'infiltration et/ou l'évaporation et l'évapotranspiration des pluies courantes, en mettant en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des surfaces perméables et/ou végétalisées : maintien en pleine terre, toitures végétalisées, voies carrossables végétalisées ou perméables, parkings végétalisés ou perméables, cheminements piétons, terrasses et cours perméables ; |

~~UE4.8. Le dimensionnement du dispositif de gestion des eaux pluviales à la parcelle doit tenir compte des débits de fuite, en fonction des périodes de retour définis par le schéma directeur de gestion des eaux pluviales. Il doit être conçu de façon que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit généré par le terrain d'assiette de l'opération, avant son aménagement.~~

UE4.9. Lorsque l'opération ne porte que sur l'extension d'un aménagement existant du terrain d'assiette, seule cette extension est prise en compte dans le calcul de la surface imperméabilisée.

- pour les surfaces imperméabilisées, une rétention d'une capacité au moins égale à 15 litres/m² de surface imperméabilisée, en vue de l'infiltration et/ou évaporation et évapotranspiration des pluies courantes ; seront exclusivement utilisées des solutions de faible profondeur, de type espaces verts « en creux », noues, tranchées d'infiltration et jardins de pluie, permettant d'optimiser la filtration par les sols et privilégiant les dispositifs à ciel ouvert.

Pluies moyennes à fortes

Tout nouvel aménagement ou construction doit assurer la maîtrise des écoulements d'eaux pluviales générés par les pluies moyennes à fortes, par rétention temporaire et infiltration et/ou rejet à débit contrôlé, en respectant les règles imposées en termes de :

- débit de rejet maximal autorisé (cf. zonage cartographié spécifique),
- période de retour d'insuffisance minimale à assurer (cf. zonage cartographié spécifique)

L'infiltration doit être la première solution recherchée.

Les solutions retenues doivent, dans un souci d'efficacité et de pérennité :

- assurer le fonctionnement gravitaire des dispositifs ;
- permettre un contrôle aisé des dispositifs qui doivent être totalement accessibles ; si le dispositif est enterré, un accès spécifique et sécurisé doit être prévu ;
- proscrire le raccordement des surverses des dispositifs de gestion aux ouvrages de collecte publics enterrés, pour ne pas surcharger le réseau public.

En dehors de ces cas de figure, les puits d'infiltration peuvent être envisagés à condition que :

- un dispositif de faible profondeur permette d'infiltrer et filtrer les pluies courantes en amont,
- soit conservée une épaisseur minimale d'un mètre de zone non-saturée entre le fond du puits et le toit de la nappe,
- soit évitée l'utilisation de tout produit toxique pour l'entretien des toitures connectées.

Pluies exceptionnelles

Tout nouvel aménagement ou construction doit :

- anticiper les conséquences potentielles des pluies exceptionnelles, qui dépasseront la période de retour d'insuffisance des dispositifs mis en œuvre et provoqueront leur débordement ;
- faire en sorte que ces débordements se fassent selon le « parcours à moindre dommage », pour le projet lui-même et pour les enjeux (personnes et biens) existants à l'aval.

Prescriptions particulières

| | |
|---|---|
| | <p>Les puits d'infiltration sont interdits pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la gestion des eaux de voirie (pour lesquelles seront privilégiées des solutions diffuses et à faible profondeur assurant un meilleur abattement des polluants), - la gestion des pluies courantes, - n'importe quel usage situé dans les zones particulières de protection de la nappe phréatique. <p>Selon la nature et le contexte du projet, des précautions particulières seront prises pour les problématiques d'infiltration, de prévention des risques de pollution et de préservation des zones humides.</p> <p>Il est renvoyé au zonage eaux pluviales annexé au règlement du PLU s'agissant des règles et recommandations opposables dans ces hypothèses.</p> <p><i>UE4.6.</i> Les fossés existants doivent ainsi être maintenus ouverts autant que possible, sauf notamment en cas de couverture rendue nécessaire pour franchissement d'infrastructures, et doivent être maintenus en état de fonctionnement, afin de conserver l'écoulement des eaux dans de bonnes conditions.</p> |
| <p>► <u>Règlement initial zone Ui</u></p> <p>ARTICLE UI4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT</p> <p>EAUX PLUVIALES :</p> <p>UI4.6. Toute opération doit obligatoirement être raccordée au réseau public d'évacuation des eaux pluviales, dans les conditions fixées par le schéma directeur de gestion des eaux pluviales</p> <p>UI4.7. Le pétitionnaire doit rechercher et mettre en œuvre, autant que possible, des solutions alternatives susceptibles de limiter le volume des rejets directs dans ce même réseau public.</p> <p>UI4.8. Tout raccordement au réseau public d'évacuation des eaux pluviales requiert l'accord préalable de l'autorité gestionnaire.</p> | <p>► <u>Règlement modifié zone Ui</u></p> <p>ARTICLE UI4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT</p> <p>EAUX PLUVIALES :</p> <p><i>UI.4.6. règle applicable à tous les niveaux de pluie</i></p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit respecter les règles imposées par le zonage eaux pluviales. Elles s'appliquent, par la voie du présent règlement, à l'intégralité du territoire.</p> <p>En complément des règles générales énoncées dans la présente sous-section, il est renvoyé à la notice et aux cartes du zonage eaux pluviales annexé au PLU.</p> <p>Les eaux pluviales doivent être gérées à l'aide de dispositifs séparatifs, c'est-à-dire propres aux eaux pluviales et de ruissellement, sans aucune connexion avec des réseaux d'eaux usées.</p> <p><i>UI.4.7. règles par niveaux de pluie</i></p> |

| | |
|--|---|
| <p>U14.9. Lorsque l'opération ne porte que sur l'extension d'un aménagement existant du terrain d'assiette, seule cette extension est prise en compte dans le calcul de la surface imperméabilisée.</p> <p>U14.10. Aucunes eaux de ruissellement, issues des parcelles, ne doivent s'écouler sur la voie publique.</p> <p>U14.11. Le propriétaire doit assurer ensuite l'entretien régulier de son dispositif de gestion de ses eaux pluviales</p> | <p>Pluies courantes</p> <p>Tout aménagement ou construction doit favoriser l'infiltration et/ou l'évaporation et l'évapotranspiration des pluies courantes, en mettant en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des surfaces perméables et/ou végétalisées : maintien en pleine terre, toitures végétalisées, voies carrossables végétalisées ou perméables, parkings végétalisés ou perméables, cheminements piétons, terrasses et cours perméables ; - pour les surfaces imperméabilisées, une rétention d'une capacité au moins égale à 15 litres/m² de surface imperméabilisée, en vue de l'infiltration et/ou évaporation et évapotranspiration des pluies courantes ; seront exclusivement utilisées des solutions de faible profondeur, de type espaces verts « en creux », noues, tranchées d'infiltration et jardins de pluie, permettant d'optimiser la filtration par les sols et privilégiant les dispositifs à ciel ouvert. <p>Pluies moyennes à fortes</p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit assurer la maîtrise des écoulements d'eaux pluviales générés par les pluies moyennes à fortes, par rétention temporaire et infiltration et/ou rejet à débit contrôlé, en respectant les règles imposées en termes de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - débit de rejet maximal autorisé (cf. zonage cartographié spécifique), - période de retour d'insuffisance minimale à assurer (cf. zonage cartographié spécifique) <p>L'infiltration doit être la première solution recherchée.</p> <p>Les solutions retenues doivent, dans un souci d'efficacité et de pérennité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assurer le fonctionnement gravitaire des dispositifs ; - permettre un contrôle aisé des dispositifs qui doivent être totalement accessibles ; si le dispositif est enterré, un accès spécifique et sécurisé doit être prévu ; - proscrire le raccordement des surverses des dispositifs de gestion aux ouvrages de collecte publics enterrés, pour ne pas surcharger le réseau public. <p>En dehors de ces cas de figure, les puits d'infiltration peuvent être envisagés à condition que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un dispositif de faible profondeur permette d'infiltrer et filtrer les pluies courantes en amont, - soit conservée une épaisseur minimale d'un mètre de zone non-saturée entre le fond du puits et le toit de la nappe, - soit évitée l'utilisation de tout produit toxique pour l'entretien des toitures connectées. <p>Pluies exceptionnelles</p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit :</p> |
|--|---|

| | |
|---|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> - anticiper les conséquences potentielles des pluies exceptionnelles, qui dépasseront la période de retour d'insuffisance des dispositifs mis en œuvre et provoqueront leur débordement ; - faire en sorte que ces débordements se fassent selon le « parcours à moindre dommage », pour le projet lui-même et pour les enjeux (personnes et biens) existants à l'aval. <p>Prescriptions particulières</p> <p>Les puits d'infiltration sont interdits pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la gestion des eaux de voirie (pour lesquelles seront privilégiées des solutions diffuses et à faible profondeur assurant un meilleur abattement des polluants), - la gestion des pluies courantes, - n'importe quel usage situé dans les zones particulières de protection de la nappe phréatique. <p>Selon la nature et le contexte du projet, des précautions particulières seront prises pour les problématiques d'infiltration, de prévention des risques de pollution et de préservation des zones humides.</p> <p>Il est renvoyé au zonage eaux pluviales annexé au règlement du PLU s'agissant des règles et recommandations opposables dans ces hypothèses.</p> <p><i>UI4.8.</i> Tout raccordement au réseau public d'évacuation des eaux pluviales requiert l'accord préalable de l'autorité gestionnaire.</p> <p><i>UI4.9.</i> Aucune eaux de ruissellement, issues des parcelles, ne doivent s'écouler sur la voie publique.</p> <p><i>UI4.10.</i> Le propriétaire doit assurer ensuite l'entretien régulier de son dispositif de gestion de ses eaux pluviales.</p> |
| <p>► <u>Règlement initial zone UX</u></p> <p>ARTICLE UX₄ – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT</p> <p>EAUX PLUVIALES :</p> | <p>► <u>Règlement modifié zone UX</u></p> <p>ARTICLE UX₄ – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT</p> <p>EAUX PLUVIALES :</p> |

~~UX4.5. Tout aménagement nouveau ne doit pas aggraver les conditions d'écoulement et de concentration des eaux pluviales par rapport à l'état initial du terrain. Les installations nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire, qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, garantissant cette non aggravation.~~

~~UX4.6. Le dispositif d'évacuation des eaux pluviales doit être adapté à la nature et à l'importance de l'opération. Les pétitionnaires doivent se conformer aux prescriptions du schéma directeur de gestion des eaux pluviales.~~

~~UX4.7. Au delà de 50 m² de surface nouvelle imperméabilisée, les rejets d'eaux pluviales de toute construction, aménagement ou installation nouveau, entraînant une imperméabilisation des sols, ne peuvent être autorisés qu'après rétention et débit de fuite limité. A ce titre, l'opération doit prévoir un dispositif d'évacuation des eaux pluviales qui assure :~~

~~1° leur collecte (gouttière, réseaux...);~~

~~2° leur rétention (citerne, massif...);~~

~~3° leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration...) quand ceux-ci le permettent.~~

~~UX4.8. En outre, les canalisations de surverse et de débit de fuite doivent être dirigées, selon le cas :~~

~~1° dans le réseau d'eaux pluviales;~~

~~2° dans le fossé le plus proche;~~

~~3° vers une filière d'infiltration.~~

~~UX4.9. Le dimensionnement des aménagements, telles que les tranchées d'infiltration ou la rétention par noue, bassin ou par toute autre structure, ainsi que le débit de fuite avant rejet, doivent être adaptés à la nature des sols ou au milieu récepteur.~~

UX4.10. Les fossés existants doivent ainsi être maintenus ouverts autant que possible, sauf notamment en cas de couverture rendue nécessaire pour franchissement d'infrastructures, et doivent être maintenus en état de fonctionnement, afin de conserver l'écoulement des eaux dans de bonnes conditions.

UX.4.5. règle applicable à tous les niveaux de pluie

Tout nouvel aménagement ou construction doit respecter les règles imposées par le zonage eaux pluviales. Elles s'appliquent, par la voie du présent règlement, à l'intégralité du territoire.

En complément des règles générales énoncées dans la présente sous-section, il est renvoyé à la notice et aux cartes du zonage eaux pluviales annexé au PLU.

Les eaux pluviales doivent être gérées à l'aide de dispositifs séparatifs, c'est-à-dire propres aux eaux pluviales et de ruissellement, sans aucune connexion avec des réseaux d'eaux usées.

UX.4.6. règles par niveaux de pluie

Pluies courantes

Tout aménagement ou construction doit favoriser l'infiltration et/ou l'évaporation et l'évapotranspiration des pluies courantes, en mettant en œuvre :

- des surfaces perméables et/ou végétalisées : maintien en pleine terre, toitures végétalisées, voies carrossables végétalisées ou perméables, parkings végétalisés ou perméables, cheminements piétons, terrasses et cours perméables ;
- pour les surfaces imperméabilisées, une rétention d'une capacité au moins égale à 15 litres/m² de surface imperméabilisée, en vue de l'infiltration et/ou évaporation et évapotranspiration des pluies courantes ; seront exclusivement utilisées des solutions de faible profondeur, de type espaces verts « en creux », noues, tranchées d'infiltration et jardins de pluie, permettant d'optimiser la filtration par les sols et privilégiant les dispositifs à ciel ouvert.

Pluies moyennes à fortes

Tout nouvel aménagement ou construction doit assurer la maîtrise des écoulements d'eaux pluviales générés par les pluies moyennes à fortes, par rétention temporaire et infiltration et/ou rejet à débit contrôlé, en respectant les règles imposées en termes de :

- débit de rejet maximal autorisé (cf. zonage cartographié spécifique),
- période de retour d'insuffisance minimale à assurer (cf. zonage cartographié spécifique)

L'infiltration doit être la première solution recherchée.

Les solutions retenues doivent, dans un souci d'efficacité et de pérennité :

- assurer le fonctionnement gravitaire des dispositifs ;

| | |
|--|---|
| <p>UX4.11. Tout raccordement au réseau public d'évacuation des eaux pluviales requiert l'accord préalable de l'autorité gestionnaire.</p> <p>UX4.12. Si la nature du sol le permet et à la condition que l'opération soit située en dehors du périmètre d'interdiction d'infiltration fixé au schéma directeur de gestion des eaux pluviales, il est admis que les eaux pluviales puissent être absorbées sur le terrain d'assiette du projet, sous réserve de justification (étude géotechnique à la parcelle ou autre).</p> <p>UX4.13. Le dimensionnement du dispositif de gestion des eaux pluviales à la parcelle doit tenir compte des débits de fuite, en fonction des périodes de retour définis par le schéma directeur de gestion des eaux pluviales. Il doit être conçu de façon que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit généré par le terrain d'assiette de l'opération, avant son aménagement.</p> <p>UX4.14. Lorsque l'opération ne porte que sur l'extension d'un aménagement existant du terrain d'assiette, seule cette extension est prise en compte dans le calcul de la surface imperméabilisée.</p> <p>UX4.15. Aucunes eaux de ruissellement, issues des parcelles, ne doivent s'écouler sur la voie publique.</p> <p>UX4.16. Le propriétaire doit assurer ensuite l'entretien régulier de son dispositif de gestion de ses eaux pluviales</p> | <ul style="list-style-type: none"> - permettre un contrôle aisé des dispositifs qui doivent être totalement accessibles ; si le dispositif est enterré, un accès spécifique et sécurisé doit être prévu ; - proscrire le raccordement des surverses des dispositifs de gestion aux ouvrages de collecte publics enterrés, pour ne pas surcharger le réseau public. <p>En dehors de ces cas de figure, les puits d'infiltration peuvent être envisagés à condition que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un dispositif de faible profondeur permette d'infiltrer et filtrer les pluies courantes en amont, - soit conservée une épaisseur minimale d'un mètre de zone non-saturée entre le fond du puits et le toit de la nappe, - soit évitée l'utilisation de tout produit toxique pour l'entretien des toitures connectées. <p>Pluies exceptionnelles</p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - anticiper les conséquences potentielles des pluies exceptionnelles, qui dépasseront la période de retour d'insuffisance des dispositifs mis en œuvre et provoqueront leur débordement ; - faire en sorte que ces débordements se fassent selon le « parcours à moindre dommage », pour le projet lui-même et pour les enjeux (personnes et biens) existants à l'aval. <p>Prescriptions particulières</p> <p>Les puits d'infiltration sont interdits pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la gestion des eaux de voirie (pour lesquelles seront privilégiées des solutions diffuses et à faible profondeur assurant un meilleur abattement des polluants), - la gestion des pluies courantes, - n'importe quel usage situé dans les zones particulières de protection de la nappe phréatique. <p>Selon la nature et le contexte du projet, des précautions particulières seront prises pour les problématiques d'infiltration, de prévention des risques de pollution et de préservation des zones humides.</p> <p>Il est renvoyé au zonage eaux pluviales annexé au règlement du PLU s'agissant des règles et recommandations opposables dans ces hypothèses.</p> <p>UX4.7. Les fossés existants doivent ainsi être maintenus ouverts autant que possible, sauf notamment en cas de couverture rendue nécessaire pour franchissement d'infrastructures, et doivent être maintenus en état de fonctionnement, afin de conserver l'écoulement des eaux dans de bonnes conditions.</p> |
|--|---|

| | |
|--|--|
| | <p><i>UX4.8.</i> Tout raccordement au réseau public d'évacuation des eaux pluviales requiert l'accord préalable de l'autorité gestionnaire.</p> <p><i>UX4.9.</i> Aucune eaux de ruissellement, issues des parcelles, ne doivent s'écouler sur la voie publique.</p> <p><i>UX4.10.</i> Le propriétaire doit assurer ensuite l'entretien régulier de son dispositif de gestion de ses eaux pluviales.</p> |
| <p>► <u>Règlement initial zone 1AU</u></p> <p>ARTICLE 1AU4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT</p> <p>EAUX PLUVIALES :</p> <p>1AU4.5. Tout aménagement nouveau ne devra pas aggraver les conditions d'écoulement et de concentration des eaux pluviales par rapport à l'état initial du terrain. Les installations nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales seront à la charge exclusive du propriétaire, qui devra réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, garantissant cette non aggravation.</p> <p>1AU4.6. Le dispositif d'évacuation des eaux pluviales devra être adapté à la nature et à l'importance de l'opération. Les pétitionnaires devront se conformer aux prescriptions du schéma directeur de gestion des eaux pluviales.</p> <p>1AU4.7. Au delà de 50 m² de surface nouvelle imperméabilisée, les rejets d'eaux pluviales de toute construction, aménagement ou installation nouveau, entraînant une imperméabilisation des sols, ne pourront être autorisés qu'après rétention et débit de fuite limité. A ce titre, l'opération devra prévoir un dispositif d'évacuation des eaux pluviales qui assure :</p> <p>1° leur collecte (gouttière, réseaux...);</p> <p>2° leur rétention (citerne, massif...);</p> <p>3° leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration...) quand ceux-ci le permettent.</p> | <p>► <u>Règlement modifié zone 1AU</u></p> <p>ARTICLE 1AU4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT</p> <p>EAUX PLUVIALES :</p> <p><i>1AU.4.5. règle applicable à tous les niveaux de pluie</i></p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit respecter les règles imposées par le zonage eaux pluviales. Elles s'appliquent, par la voie du présent règlement, à l'intégralité du territoire.</p> <p>En complément des règles générales énoncées dans la présente sous-section, il est renvoyé à la notice et aux cartes du zonage eaux pluviales annexé au PLU.</p> <p>Les eaux pluviales doivent être gérées à l'aide de dispositifs séparatifs, c'est-à-dire propres aux eaux pluviales et de ruissellement, sans aucune connexion avec des réseaux d'eaux usées.</p> <p><i>1AU.4.6. règles par niveaux de pluie</i></p> <p><i>Pluies courantes</i></p> <p>Tout aménagement ou construction doit favoriser l'infiltration et/ou l'évaporation et l'évapotranspiration des pluies courantes, en mettant en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des surfaces perméables et/ou végétalisées : maintien en pleine terre, toitures végétalisées, voies carrossables végétalisées ou perméables, parkings végétalisés ou perméables, cheminements piétons, terrasses et cours perméables ; |

| | |
|--|---|
| <p>1AU4.8. En outre, les canalisations de surverse et de débit de fuite devront être dirigées, selon le cas :</p> <p>1° dans le réseau d'eaux pluviales ;</p> <p>2° dans le fossé le plus proche ;</p> <p>3° vers une filière d'infiltration.</p> <p>1AU4.9. Le dimensionnement des aménagements, telles que les tranchées d'infiltration ou la rétention par noue, bassin ou par toute autre structure, ainsi que le débit de fuite avant rejet, devront être adaptés à la nature des sols ou au milieu récepteur.</p> <p>1AU4.10. Les fossés existants devront ainsi être maintenus ouverts autant que possible, sauf notamment en cas de couverture rendue nécessaire pour franchissement d'infrastructures, et devront être maintenus en état de fonctionnement, afin de conserver l'écoulement des eaux dans de bonnes conditions.</p> <p>1AU4.11. Tout raccordement au réseau public d'évacuation des eaux pluviales requerra l'accord préalable de l'autorité gestionnaire.</p> <p>1AU4.12. Si la nature du sol le permet et à la condition que l'opération soit située en dehors du périmètre d'interdiction d'infiltration fixé au schéma directeur de gestion des eaux pluviales, il sera admis que les eaux pluviales puissent être absorbées sur le terrain d'assiette du projet, sous réserve de justification (étude géotechnique à la parcelle ou autre).</p> <p>1AU4.13. Le dimensionnement du dispositif de gestion des eaux pluviales à la parcelle devra tenir compte des débits de fuite, en fonction des périodes de retour définis par le schéma directeur de gestion des eaux pluviales. Il devra être conçu de façon que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit généré par le terrain d'assiette de l'opération, avant son aménagement.</p> <p>1AU4.14. Les rejets issus des piscines devront être raccordés au dispositif d'évacuation des eaux pluviales après neutralisation du désinfectant.</p> | <ul style="list-style-type: none"> - pour les surfaces imperméabilisées, une rétention d'une capacité au moins égale à 15 litres/m² de surface imperméabilisée, en vue de l'infiltration et/ou évaporation et évapotranspiration des pluies courantes ; seront exclusivement utilisées des solutions de faible profondeur, de type espaces verts « en creux », noues, tranchées d'infiltration et jardins de pluie, permettant d'optimiser la filtration par les sols et privilégiant les dispositifs à ciel ouvert. <p>Pluies moyennes à fortes</p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit assurer la maîtrise des écoulements d'eaux pluviales générés par les pluies moyennes à fortes, par rétention temporaire et infiltration et/ou rejet à débit contrôlé, en respectant les règles imposées en termes de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - débit de rejet maximal autorisé (cf. zonage cartographié spécifique), - période de retour d'insuffisance minimale à assurer (cf. zonage cartographié spécifique) <p>L'infiltration doit être la première solution recherchée.</p> <p>Les solutions retenues doivent, dans un souci d'efficacité et de pérennité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assurer le fonctionnement gravitaire des dispositifs ; - permettre un contrôle aisé des dispositifs qui doivent être totalement accessibles ; si le dispositif est enterré, un accès spécifique et sécurisé doit être prévu ; - proscrire le raccordement des surverses des dispositifs de gestion aux ouvrages de collecte publics enterrés, pour ne pas surcharger le réseau public. <p>En dehors de ces cas de figure, les puits d'infiltration peuvent être envisagés à condition que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un dispositif de faible profondeur permette d'infiltrer et filtrer les pluies courantes en amont, - soit conservée une épaisseur minimale d'un mètre de zone non-saturée entre le fond du puits et le toit de la nappe, - soit évitée l'utilisation de tout produit toxique pour l'entretien des toitures connectées. <p>Pluies exceptionnelles</p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - anticiper les conséquences potentielles des pluies exceptionnelles, qui dépasseront la période de retour d'insuffisance des dispositifs mis en œuvre et provoqueront leur débordement ; - faire en sorte que ces débordements se fassent selon le « parcours à moindre dommage », pour le projet lui-même et pour les enjeux (personnes et biens) existants à l'aval. <p>Prescriptions particulières</p> |
|--|---|

| | |
|--|--|
| <p>1AU4.15. Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie devront être dirigées vers le réseau ou le dispositif individuel d'assainissement des eaux usées. Il est interdit de les rejeter dans celui des eaux pluviales.</p> <p>1AU4.16. Lorsque l'opération ne portera que sur l'extension d'un aménagement existant du terrain d'assiette, seule cette extension sera prise en compte dans le calcul de la surface imperméabilisée.</p> <p>1AU4.17. Aucune eaux de ruissellement, issues des parcelles, ne doivent s'écouler sur la voie publique.</p> <p>1AU4.18. Le propriétaire devra assurer ensuite l'entretien régulier de son dispositif de gestion de ses eaux pluviales</p> | <p>Les puits d'infiltration sont interdits pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la gestion des eaux de voirie (pour lesquelles seront privilégiées des solutions diffuses et à faible profondeur assurant un meilleur abattement des polluants), - la gestion des pluies courantes, - n'importe quel usage situé dans les zones particulières de protection de la nappe phréatique. <p>Selon la nature et le contexte du projet, des précautions particulières seront prises pour les problématiques d'infiltration, de prévention des risques de pollution et de préservation des zones humides.</p> <p>Il est renvoyé au zonage eaux pluviales annexé au règlement du PLU s'agissant des règles et recommandations opposables dans ces hypothèses.</p> <p>1AU4.7. Les fossés existants devront ainsi être maintenus ouverts autant que possible, sauf notamment en cas de couverture rendue nécessaire pour franchissement d'infrastructures, et devront être maintenus en état de fonctionnement, afin de conserver l'écoulement des eaux dans de bonnes conditions.</p> <p>1AU4.8. Tout raccordement au réseau public d'évacuation des eaux pluviales requerra l'accord préalable de l'autorité gestionnaire.</p> <p>1AU4.9. Les rejets issus des piscines devront être raccordés au dispositif d'évacuation des eaux pluviales après neutralisation du désinfectant.</p> <p>1AU4.10. Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie devront être dirigées vers le réseau ou le dispositif individuel d'assainissement des eaux usées. Il est interdit de les rejeter dans celui des eaux pluviales.</p> <p>1AU4.11. Aucune eaux de ruissellement, issues des parcelles, ne doivent s'écouler sur la voie publique.</p> <p>1AU4.12. Le propriétaire devra assurer ensuite l'entretien régulier de son dispositif de gestion de ses eaux pluviales</p> |
| <p>► <u>Règlement initial zone A</u></p> <p>ARTICLE A4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT</p> <p>EAUX PLUVIALES :</p> | <p>► <u>Règlement modifié zone A</u></p> <p>ARTICLE A4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT</p> <p>EAUX PLUVIALES :</p> <p><i>A.4.5. règle applicable à tous les niveaux de pluie</i></p> |

~~A4.5. Tout aménagement nouveau ne doit pas aggraver les conditions d'écoulement et de concentration des eaux pluviales par rapport à l'état initial du terrain. Les installations nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire, qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, garantissant cette non-aggravation.~~

~~A4.6. Le dispositif d'évacuation des eaux pluviales doit être adapté à la nature et à l'importance de l'opération. Les pétitionnaires doivent se conformer aux prescriptions du schéma directeur de gestion des eaux pluviales.~~

~~A4.7. Au delà de 50 m² de surface nouvelle imperméabilisée, les rejets d'eaux pluviales de toute construction, aménagement ou installation nouveau, entraînant une imperméabilisation des sols, ne peut être autorisé qu'après rétention et débit de fuite limité. A ce titre, l'opération doit prévoir un dispositif d'évacuation des eaux pluviales qui assure :~~

~~1° leur collecte (gouttière, réseaux...);~~

~~2° leur rétention (citerne, massif...);~~

~~3° leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration...) quand ceux-ci le permettent.~~

~~A4.8. En outre, les canalisations de surverse et de débit de fuite doivent être dirigées, selon le cas :~~

~~1° dans le réseau d'eaux pluviales;~~

~~2° dans le fossé le plus proche;~~

~~3° vers une filière d'infiltration.~~

~~A4.9. Le dimensionnement des aménagements, telles que les tranchées d'infiltration ou la rétention par noue, bassin ou par toute autre structure, ainsi que le débit de fuite avant rejet, doivent être adaptés à la nature des sols ou au milieu récepteur.~~

A4.10. Les fossés existants doivent ainsi être maintenus ouverts autant que possible, sauf notamment en cas de couverture rendue nécessaire pour franchissement d'infrastructures, et doivent être maintenus en état de fonctionnement, afin de conserver l'écoulement des eaux dans de bonnes conditions.

Tout nouvel aménagement ou construction doit respecter les règles imposées par le zonage eaux pluviales. Elles s'appliquent, par la voie du présent règlement, à l'intégralité du territoire.

En complément des règles générales énoncées dans la présente sous-section, il est renvoyé à la notice et aux cartes du zonage eaux pluviales annexé au PLU.

Les eaux pluviales doivent être gérées à l'aide de dispositifs séparatifs, c'est-à-dire propres aux eaux pluviales et de ruissellement, sans aucune connexion avec des réseaux d'eaux usées.

A.4.6. règles par niveaux de pluie

Pluies courantes

Tout aménagement ou construction doit favoriser l'infiltration et/ou l'évaporation et l'évapotranspiration des pluies courantes, en mettant en œuvre :

- des surfaces perméables et/ou végétalisées : maintien en pleine terre, toitures végétalisées, voies carrossables végétalisées ou perméables, parkings végétalisés ou perméables, cheminements piétons, terrasses et cours perméables ;
- pour les surfaces imperméabilisées, une rétention d'une capacité au moins égale à 15 litres/m² de surface imperméabilisée, en vue de l'infiltration et/ou évaporation et évapotranspiration des pluies courantes ; seront exclusivement utilisées des solutions de faible profondeur, de type espaces verts « en creux », noues, tranchées d'infiltration et jardins de pluie, permettant d'optimiser la filtration par les sols et privilégiant les dispositifs à ciel ouvert.

Pluies moyennes à fortes

Tout nouvel aménagement ou construction doit assurer la maîtrise des écoulements d'eaux pluviales générés par les pluies moyennes à fortes, par rétention temporaire et infiltration et/ou rejet à débit contrôlé, en respectant les règles imposées en termes de :

- débit de rejet maximal autorisé (cf. zonage cartographié spécifique),
- période de retour d'insuffisance minimale à assurer (cf. zonage cartographié spécifique)

L'infiltration doit être la première solution recherchée.

Les solutions retenues doivent, dans un souci d'efficacité et de pérennité :

- assurer le fonctionnement gravitaire des dispositifs ;
- permettre un contrôle aisé des dispositifs qui doivent être totalement accessibles ; si le dispositif est enterré, un accès spécifique et sécurisé doit être prévu ;

| | |
|--|---|
| <p>A4.11. Tout raccordement au réseau public d'évacuation des eaux pluviales requiert l'accord préalable de l'autorité gestionnaire.</p> <p>A4.12. Si la nature du sol le permet et à la condition que l'opération soit située en dehors du périmètre d'interdiction d'infiltration fixé au schéma directeur de gestion des eaux pluviales, il est admis que les eaux pluviales puissent être absorbées sur le terrain d'assiette du projet, sous réserve de justification (étude géotechnique à la parcelle ou autre).</p> <p>A4.13. Le dimensionnement du dispositif de gestion des eaux pluviales à la parcelle doit tenir compte des débits de fuite, en fonction des périodes de retour définis par le schéma directeur de gestion des eaux pluviales. Il doit être conçu de façon que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit généré par le terrain d'assiette de l'opération, avant son aménagement.</p> <p>A4.14. Les rejets issus des piscines doivent être raccordés au dispositif d'évacuation des eaux pluviales après neutralisation du désinfectant.</p> <p>A4.15. Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie doivent être dirigées vers le réseau ou le dispositif individuel d'assainissement des eaux usées. Il est interdit de les rejeter dans celui des eaux pluviales.</p> <p>A4.16. Lorsque l'opération ne porte que sur l'extension d'un aménagement existant du terrain d'assiette, seule cette extension est prise en compte dans le calcul de la surface imperméabilisée.</p> <p>A4.17. Aucunes eaux de ruissellement, issues des parcelles, ne doivent s'écouler sur la voie publique.</p> <p>A4.18. Le propriétaire doit assurer ensuite l'entretien régulier de son dispositif de gestion de ses eaux pluviales</p> | <ul style="list-style-type: none"> - proscrire le raccordement des surverses des dispositifs de gestion aux ouvrages de collecte publics enterrés, pour ne pas surcharger le réseau public. <p>En dehors de ces cas de figure, les puits d'infiltration peuvent être envisagés à condition que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un dispositif de faible profondeur permette d'infiltrer et filtrer les pluies courantes en amont, - soit conservée une épaisseur minimale d'un mètre de zone non-saturée entre le fond du puits et le toit de la nappe, - soit évitée l'utilisation de tout produit toxique pour l'entretien des toitures connectées. <p>Pluies exceptionnelles</p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - anticiper les conséquences potentielles des pluies exceptionnelles, qui dépasseront la période de retour d'insuffisance des dispositifs mis en œuvre et provoqueront leur débordement ; - faire en sorte que ces débordements se fassent selon le « parcours à moindre dommage », pour le projet lui-même et pour les enjeux (personnes et biens) existants à l'aval. <p>Prescriptions particulières</p> <p>Les puits d'infiltration sont interdits pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la gestion des eaux de voirie (pour lesquelles seront privilégiées des solutions diffuses et à faible profondeur assurant un meilleur abattement des polluants), - la gestion des pluies courantes, - n'importe quel usage situé dans les zones particulières de protection de la nappe phréatique. <p>Selon la nature et le contexte du projet, des précautions particulières seront prises pour les problématiques d'infiltration, de prévention des risques de pollution et de préservation des zones humides.</p> <p>Il est renvoyé au zonage eaux pluviales annexé au règlement du PLU s'agissant des règles et recommandations opposables dans ces hypothèses.</p> <p>A4.7. Les fossés existants doivent ainsi être maintenus ouverts autant que possible, sauf notamment en cas de couverture rendue nécessaire pour franchissement d'infrastructures, et doivent être maintenus en état de fonctionnement, afin de conserver l'écoulement des eaux dans de bonnes conditions.</p> |
|--|---|

| | |
|--|--|
| | <p>A4.8. Tout raccordement au réseau public d'évacuation des eaux pluviales requiert l'accord préalable de l'autorité gestionnaire.</p> <p>A4.9. Les rejets issus des piscines doivent être raccordés au dispositif d'évacuation des eaux pluviales après neutralisation du désinfectant.</p> <p>A4.10. Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie doivent être dirigées vers le réseau ou le dispositif individuel d'assainissement des eaux usées. Il est interdit de les rejeter dans celui des eaux pluviales.</p> <p>A4.11. Aucune eaux de ruissellement, issues des parcelles, ne doivent s'écouler sur la voie publique.</p> <p>A4.12. Le propriétaire doit assurer ensuite l'entretien régulier de son dispositif de gestion de ses eaux pluviales.</p> |
| <p>► <u>Règlement initial zone N</u></p> <p>ARTICLE N4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT</p> <p>EAUX PLUVIALES :</p> <p>N4.4. Tout aménagement nouveau ne doit pas aggraver les conditions d'écoulement et de concentration des eaux pluviales par rapport à l'état initial du terrain. Les installations nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire, qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, garantissant cette non aggragation.</p> <p>N4.5. Le dispositif d'évacuation des eaux pluviales doit être adapté à la nature et à l'importance de l'opération. Les pétitionnaires doivent se conformer aux prescriptions du schéma directeur de gestion des eaux pluviales.</p> <p>N4.6. Au delà de 50 m² de surface nouvelle imperméabilisée, les rejets d'eaux pluviales de toute construction, aménagement ou installation nouveau, entraînant une imperméabilisation des sols, ne peut être autorisé qu'après</p> | <p>► <u>Règlement modifié zone N</u></p> <p>ARTICLE N4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D'EAU, D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT</p> <p>EAUX PLUVIALES :</p> <p><i>N4.4. règle applicable à tous les niveaux de pluie</i></p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit respecter les règles imposées par le zonage eaux pluviales. Elles s'appliquent, par la voie du présent règlement, à l'intégralité du territoire.</p> <p>En complément des règles générales énoncées dans la présente sous-section, il est renvoyé à la notice et aux cartes du zonage eaux pluviales annexé au PLU.</p> <p>Les eaux pluviales doivent être gérées à l'aide de dispositifs séparatifs, c'est-à-dire propres aux eaux pluviales et de ruissellement, sans aucune connexion avec des réseaux d'eaux usées.</p> <p><i>N4.5. règles par niveaux de pluie</i></p> <p><i>Pluies courantes</i></p> |

| | |
|---|--|
| <p>rétenion et débit de fuite limité. A ce titre, l'opération doit prévoir un dispositif d'évacuation des eaux pluviales qui assure :</p> <p>1° leur collecte (gouttière, réseaux...);</p> <p>2° leur rétenion (citerne, massif...);</p> <p>3° leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration...) quand ceux-ci le permettent.</p> <p>N4.7. En outre, les canalisations de surverse et de débit de fuite doivent être dirigées, selon le cas :</p> <p>1° dans le réseau d'eaux pluviales;</p> <p>2° dans le fossé le plus proche;</p> <p>3° vers une filière d'infiltration.</p> <p>N4.8. Le dimensionnement des aménagements, telles que les tranchées d'infiltration ou la rétenion par noue, bassin ou par toute autre structure, ainsi que le débit de fuite avant rejet, doivent être adaptés à la nature des sols ou au milieu récepteur.</p> <p>N4.9. Les fossés existants doivent ainsi être maintenus ouverts autant que possible, sauf notamment en cas de couverture rendue nécessaire pour franchissement d'infrastructures, et doivent être maintenus en état de fonctionnement, afin de conserver l'écoulement des eaux dans de bonnes conditions.</p> <p>N4.10. Tout raccordement au réseau public d'évacuation des eaux pluviales requiert l'accord préalable de l'autorité gestionnaire.</p> <p>N4.11. Si la nature du sol le permet et à la condition que l'opération soit située en dehors du périmètre d'interdiction d'infiltration fixé au schéma directeur de gestion des eaux pluviales, il est admis que les eaux pluviales puissent être absorbées sur le terrain d'assiette du projet, sous réserve de justification (étude géotechnique à la parcelle ou autre).</p> <p>N4.12. Le dimensionnement du dispositif de gestion des eaux pluviales à la parcelle doit tenir compte des débits de fuite, en fonction des périodes de retour définis par le schéma directeur de gestion des eaux pluviales. Il doit être conçu de</p> | <p>Tout aménagement ou construction doit favoriser l'infiltration et/ou l'évaporation et l'évapotranspiration des pluies courantes, en mettant en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des surfaces perméables et/ou végétalisées : maintien en pleine terre, toitures végétalisées, voies carrossables végétalisées ou perméables, parkings végétalisés ou perméables, cheminements piétons, terrasses et cours perméables ; - pour les surfaces imperméabilisées, une rétenion d'une capacité au moins égale à 15 litres/m² de surface imperméabilisée, en vue de l'infiltration et/ou évaporation et évapotranspiration des pluies courantes ; seront exclusivement utilisées des solutions de faible profondeur, de type espaces verts « en creux », noues, tranchées d'infiltration et jardins de pluie, permettant d'optimiser la filtration par les sols et privilégiant les dispositifs à ciel ouvert. <p>Pluies moyennes à fortes</p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit assurer la maîtrise des écoulements d'eaux pluviales générés par les pluies moyennes à fortes, par rétenion temporaire et infiltration et/ou rejet à débit contrôlé, en respectant les règles imposées en termes de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - débit de rejet maximal autorisé (cf. zonage cartographié spécifique), - période de retour d'insuffisance minimale à assurer (cf. zonage cartographié spécifique) <p>L'infiltration doit être la première solution recherchée.</p> <p>Les solutions retenues doivent, dans un souci d'efficacité et de pérennité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assurer le fonctionnement gravitaire des dispositifs ; - permettre un contrôle aisé des dispositifs qui doivent être totalement accessibles ; si le dispositif est enterré, un accès spécifique et sécurisé doit être prévu ; - proscrire le raccordement des surverses des dispositifs de gestion aux ouvrages de collecte publics enterrés, pour ne pas surcharger le réseau public. <p>En dehors de ces cas de figure, les puits d'infiltration peuvent être envisagés à condition que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un dispositif de faible profondeur permette d'infiltrer et filtrer les pluies courantes en amont, - soit conservée une épaisseur minimale d'un mètre de zone non-saturée entre le fond du puits et le toit de la nappe, - soit évitée l'utilisation de tout produit toxique pour l'entretien des toitures connectées. <p>Pluies exceptionnelles</p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit :</p> |
|---|--|

| | |
|--|---|
| <p>façon que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit généré par le terrain d'assiette de l'opération, avant son aménagement.</p> <p>N4.13. Les rejets issus des piscines doivent être raccordés au dispositif d'évacuation des eaux pluviales après neutralisation du désinfectant.</p> <p>N4.14. Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie doivent être dirigées vers le réseau ou le dispositif individuel d'assainissement des eaux usées. Il est interdit de les rejeter dans celui des eaux pluviales.</p> <p>N4.15. Lorsque l'opération ne porte que sur l'extension d'un aménagement existant du terrain d'assiette, seule cette extension est prise en compte dans le calcul de la surface imperméabilisée.</p> <p>N4.16. Aucunes eaux de ruissellement, issues des parcelles, ne doivent s'écouler sur la voie publique.</p> <p>N4.17. Le propriétaire doit assurer ensuite l'entretien régulier de son dispositif de gestion de ses eaux pluviales</p> | <ul style="list-style-type: none"> - anticiper les conséquences potentielles des pluies exceptionnelles, qui dépasseront la période de retour d'insuffisance des dispositifs mis en œuvre et provoqueront leur débordement ; - faire en sorte que ces débordements se fassent selon le « parcours à moindre dommage », pour le projet lui-même et pour les enjeux (personnes et biens) existants à l'aval. <p>Prescriptions particulières</p> <p>Les puits d'infiltration sont interdits pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la gestion des eaux de voirie (pour lesquelles seront privilégiées des solutions diffuses et à faible profondeur assurant un meilleur abattement des polluants), - la gestion des pluies courantes, - n'importe quel usage situé dans les zones particulières de protection de la nappe phréatique. <p>Selon la nature et le contexte du projet, des précautions particulières seront prises pour les problématiques d'infiltration, de prévention des risques de pollution et de préservation des zones humides.</p> <p>Il est renvoyé au zonage eaux pluviales annexé au règlement du PLU s'agissant des règles et recommandations opposables dans ces hypothèses.</p> <p>N4.6. Les fossés existants doivent ainsi être maintenus ouverts autant que possible, sauf notamment en cas de couverture rendue nécessaire pour franchissement d'infrastructures, et doivent être maintenus en état de fonctionnement, afin de conserver l'écoulement des eaux dans de bonnes conditions.</p> <p>N4.7. Tout raccordement au réseau public d'évacuation des eaux pluviales requiert l'accord préalable de l'autorité gestionnaire.</p> <p>N4.8. Les rejets issus des piscines doivent être raccordés au dispositif d'évacuation des eaux pluviales après neutralisation du désinfectant.</p> <p>N4.9. Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie doivent être dirigées vers le réseau ou le dispositif individuel d'assainissement des eaux usées. Il est interdit de les rejeter dans celui des eaux pluviales.</p> <p>N4.10. Aucunes eaux de ruissellement, issues des parcelles, ne doivent s'écouler sur la voie publique.</p> |
|--|---|

| | |
|--|---|
| | N4.11. Le propriétaire doit assurer ensuite l'entretien régulier de son dispositif de gestion de ses eaux pluviales |
|--|---|

Cette modification permettra de lever des difficultés d'application ou d'interprétation rencontrées lors de l'élaboration de projet et l'instruction des autorisations d'urbanisme. Il s'agit de supprimer les incohérences entre la rédaction du PLU approuvé en 2017 et le zonage de gestion des eaux pluviales et annexé au PLU. Pour rappel, c'est la disposition la plus récemment intégrée au PLU qui s'applique.

2.1. LES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PLU

2.1.1. Document d'urbanisme en vigueur

La commune de Chavanod est dotée d'un **PLU depuis le 28/09/2017**. Le document a ensuite fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution:

- La mise à jour n°2 du 29 mars 2018
- La mise à jour n°3 du 26 juillet 2018
- La modification n°1 du 14 novembre 2019
- La mise à jour n°4 du 17 décembre 2020
- La mise à jour n°5 du 14 octobre 2021
- La modification n°2 du 15 décembre 2022

2.1.2. Choix de la procédure

La procédure de modification simplifiée a été engagée à l'initiative de la Présidente de l'EPCI de Grand Annecy par délibération en date du 27 avril 2023.

En effet, la procédure a pour effet de modifier le règlement écrit sans majorer les possibilités de construction, sans diminuer ces possibilités, sans réduire la surface d'une zone U ou AU.

L'article L.153-45 du CU précise que :

La modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée :

- 1° Dans les cas autres que ceux mentionnés à l'article L. 153-41 ;
- 2° Dans les cas de majoration des droits à construire prévus à l'article L. 151-28 ;
- 3° Dans le cas où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle ;
- 4° Dans les cas prévus au II de l'article L. 153-31.

Article L153-41 :

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;*
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;*
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;*
- 4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code*

Article L153-38

Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

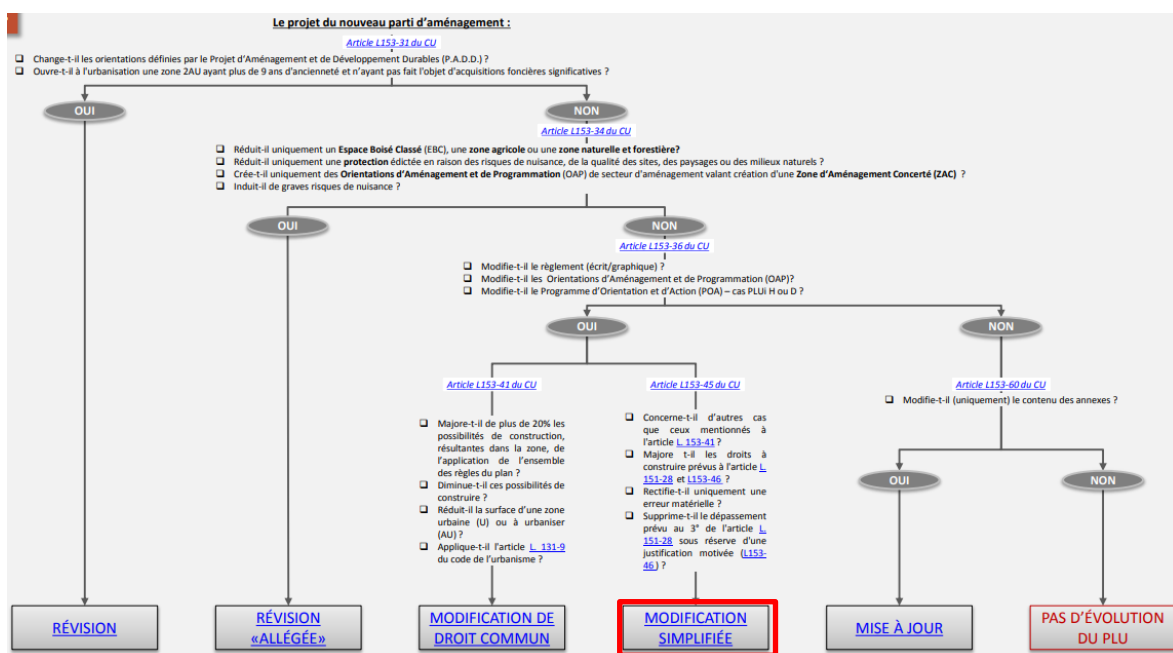
Article L153-31

I.-Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

- 1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- 2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- 3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- 4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.
- 5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

II.-Lorsqu'ils ont pour objet de soutenir le développement de la production d'énergies renouvelables, au sens de l'article L. 211-2 du code de l'énergie, de la production d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone, au sens de l'article L. 811-1 du même code, ou du stockage d'électricité ou d'identifier des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables arrêtées en application de l'article L. 141-5-3 du même code, les changements mentionnés au 1° du I du présent article et la modification des règles applicables aux zones agricoles prises en application des deux derniers alinéas de l'article L. 151-9 du présent code relèvent de la procédure de modification simplifiée prévue aux articles L. 153-45 à L. 153-48.

→ **Les dispositions proposées modifient le règlement écrit et relèvent du champ de la modification simplifiée codifiée aux articles L153-45 du CU.**



L'article L.153-47 du CU précise que :

« Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, [...] par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition. [...]

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le

projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée. [...]».

Il est précisé que la procédure fait l'objet d'un examen au cas par cas préalable à l'évaluation environnementale d'un document d'urbanisme envoyé en octobre 2023

2.2. JUSTIFICATIONS LIEES AUX MODIFICATIONS

Cette modification simplifiée n°3 a pour objet de **modifier les articles portant sur la gestion des eaux pluviales**. En effet, le règlement écrit portant sur la gestion des eaux pluviales n'est pas en cohérence avec le document annexé au P.L.U « zonage de gestion des eaux pluviales ». Les nouvelles rédactions permettent donc de supprimer les incohérences entre le zonage et le règlement et préciser que les règles imposées par le zonage eaux pluviales doivent être prises en compte.

Ainsi, les éléments modifiés portent sur toutes les zones:

- les termes faisant référence au « schéma directeur de gestion des eaux pluviales » pour les remplacer par « zonage de gestion des eaux pluviales »,
- la suppression des paragraphes en contradiction avec le zonage de gestion des eaux pluviales,
- la suppression des paragraphes dont les termes sont erronés par rapport au zonage de gestion des eaux pluviales,
- remplacer certains termes pour faire référence à la gestion des eaux pluviales et non à leur évacuation.

2.3. CONFORTEMENT DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DEFINIES PAR LE PADD

Le PADD du PLU initial s'organise autour de 4 axes :

- **La protection des espaces naturels et forestiers, la préservation ou la remise en bon état des continuités écologiques :**

Préserver les richesses du territoire et ses éco-systèmes

Prendre en compte les risques naturels et technologiques

Garantir une gestion alternative des eaux pluviales, préserver la qualité de l'eau, économiser les ressources.

La présente modification simplifiée a pour objectif de mieux gérer les eaux pluviales sur le territoire en intégrant les dispositions du zonage de gestion des eaux pluviales.

- **Les politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces agricoles.**

Affirmer un projet de territoire équilibré

Ménager le territoire

Assurer un équilibre urbain/paysage/nature/agriculture

La présente modification simplifiée n'a aucune incidence sur ces orientations puisqu'elle ne porte pas sur cette thématique.

- **Objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.**

La présente modification simplifiée n'a aucune incidence sur cette orientation puisqu'elle ne modifie pas les règles de densité ou de constructibilité

→ **L'ensemble des modifications ne remettent pas en question les orientations du PADD.**

2.4. UN PROJET QUI N'EST PAS SUSCEPTIBLE D'AVOIR DES INCIDENCES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT

- **Incidences sur les milieux naturels.**

La modification simplifiée n° 3 porte uniquement sur la mise en adéquation des règles de gestion des eaux pluviales avec les prescriptions du zonage de gestion des eaux pluviales.

- **Incidences sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.**

La modification simplifiée n° 3 porte uniquement sur la mise en adéquation des règles de gestion des eaux pluviales avec les prescriptions du zonage de gestion des eaux pluviales.

- **Incidences sur une zone humide.**

La modification simplifiée n° 3 porte uniquement sur la mise en adéquation des règles de gestion des eaux pluviales avec les prescriptions du zonage de gestion des eaux pluviales.

- **Incidences sur l'eau potable.**

La modification simplifiée n° 3 porte uniquement sur la mise en adéquation des règles de gestion des eaux pluviales avec les prescriptions du zonage de gestion des eaux pluviales.

- **Incidences sur la gestion des eaux pluviales.**

Le contrat de rivière Fier prévoit comme piste d'action n°1-4 d'inciter les collectivités locales à réaliser leurs schémas de gestion des eaux pluviales, de préférence de manière intercommunale,... en vue de réduire les pratiques aggravant les risques liés à l'eau et la destruction de zones humides.

- Le bassin versant du ruisseau de l'Ale couvre une moitié grande moitié Ouest du territoire. Il reçoit essentiellement les eaux pluviales de Champanod, chez Gueudet (quartier d'habitations et sablière), les Sezettes. En proportion, ces eaux pluviales issues de l'imperméabilisation des sols sont en quantité relativement modérée. NB : les eaux de chaussée de la RD s'écoulent vers le ruisseau de l'Ale, dans le périmètre de protection du captage "chez Grillet"

NB : L'Ale est soumis à des crues torrentielles et des risques de glissement de terrain sur ses berges et versants.

- Le Ruisseau du Miracle reçoit une grande partie de l'urbanisation du centre de la Commune (Crêt d'Esty/Corbier) et une partie de l'urbanisation des Ambrunes/Branchy, sur la commune de Seynod. De faible débit, il sera sensible aux augmentations brutales de débit liées à l'imperméabilisation des sols des secteurs amenés à se développer de part et d'autre de son cours (Crêt d'Esty, Corbier) et à l'amont, sur la commune de Seynod, dont les infrastructures de l'autoroute (chaussées et aire de service).

- Le ruisseau de Maclamod reçoit le quartier du même nom ; le ruisseau du Pommier reçoit les quartiers d'habitat de l'Herbe, entre Maclamod et le parc d'activités d'Altais (dont les eaux pluviales sont gérées par des bassins de rétention).

Le Syndicat Mixte du Lac d'Annecy gère le schéma général d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales approuvé le 30 septembre 2019. Ce schéma se compose donc de :

- Une notice générale explicative

- Un plan de zonage des débits de rejet maximum autorisés,
- Un plan de zonage des périodes de retour d'insuffisance à assurer.

La modification simplifiée n°3 let donc en adéquation les prescriptions sur la gestion des eaux pluviales avec le schéma de gestion des eaux pluviales.

La présente modification simplifiée a donc pour objet de prendre les nouvelles prescriptions de gestion des eaux pluviales.

- **Incidences sur l'assainissement.**

La modification simplifiée n° 3 porte uniquement sur la mise en adéquation des règles de gestion des eaux pluviales avec les prescriptions du zonage de gestion des eaux pluviales.

- **Incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti.**

La modification simplifiée n° 3 porte uniquement sur la mise en adéquation des règles de gestion des eaux pluviales avec les prescriptions du zonage de gestion des eaux pluviales.

- **Incidence sur les déchets.**

La modification simplifiée n° 3 porte uniquement sur la mise en adéquation des règles de gestion des eaux pluviales avec les prescriptions du zonage de gestion des eaux pluviales.

- **Incidences sur les risques et nuisances.**

La modification simplifiée n° 3 porte uniquement sur la mise en adéquation des règles de gestion des eaux pluviales avec les prescriptions du zonage de gestion des eaux pluviales.

- **Incidences sur l'air, l'énergie, le climat.**

La modification simplifiée n° 3 porte uniquement sur la mise en adéquation des règles de gestion des eaux pluviales avec les prescriptions du zonage de gestion des eaux pluviales.

- **Incidences sur les déplacements.**

La modification simplifiée n° 3 porte uniquement sur la mise en adéquation des règles de gestion des eaux pluviales avec les prescriptions du zonage de gestion des eaux pluviales.

- **Incidences sur l'agriculture.**

La modification simplifiée n° 3 porte uniquement sur la mise en adéquation des règles de gestion des eaux pluviales avec les prescriptions du zonage de gestion des eaux pluviales.

- **Au regard de ces éléments, la présente procédure ne remet pas en question la pérennité de l'activité agricole ou d'une exploitation agricole.**
- **La modification du règlement écrit n'entraîne pas de changement de destination consommant du terrain agricole exploité ou naturel en sus de PLU approuvé.**
- **Le projet de modification simplifie n°3 n'a pas d'incidences notables sur l'environnement, par conséquent, il n'est pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale.**

3. Prise en compte des documents supra-communaux

Il s'agit ici de s'assurer de la bonne articulation de la modification simplifiée du PLU avec les plans et programmes supra-communaux avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte.

Les orientations du PLU sont croisées avec les orientations environnementales des plans et programmes suivants :

- Le SCoT du Bassin Annecien (objectif de compatibilité)
- Le SDAGE Rhône Méditerranée (objectif de compatibilité)

3.1. COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT) DU BASSIN ANNECIEN

Le SCOT du Bassin Annécien affiche dans ses objectifs de sécurisation de la gestion de l'eau :

- de généraliser une gestion raisonnée des eaux pluviales qui privilégie la rétention/infiltration, pour limiter les rejets directs au réseau hydrographique,
- d'intégrer la prise en compte des enjeux liés au ruissellement dans les logiques d'aménagement pour assurer la protection des personnes et des biens et limiter l'impact des rejets sur la qualité et la fonctionnalité des milieux naturels.

Une des recommandations du SCOT était de réaliser un schéma de gestion des eaux pluviales à l'échelle du bassin versant du SCOT. Le SCOT approuvé en septembre 2019 porte sur le périmètre de l'EPCI du Grand Annecy.

- **La présente modification simplifiée n°3 est en adéquation avec le SCOT puisqu'elle intègre les prescriptions du schéma d'eaux pluviales du Grand Annecy**

3.2. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE RHONE MEDITERRANEE

Le SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) 2022/2027 fixe la stratégie pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques en 2027.

Les orientations portent sur :

- S'adapter aux changements climatiques
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau
- Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection pour la santé,
- Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides
- Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement des milieux aquatiques.

- **La présente modification impose une gestion des eaux pluviales et non une évacuation conformément au zonage de gestion des eaux pluviales.**

4. Pièces modifiées

Document écrit:

- Règlement écrit sera mis à jour à l'approbation de la modification simplifiée n°3 du PLU.